

Original: French

**Council for Trade-Related Aspects
of Intellectual Property Rights**

**MAIN DEDICATED INTELLECTUAL PROPERTY LAWS AND REGULATIONS
NOTIFIED UNDER ARTICLE 63.2 OF THE AGREEMENT**

Belgium

The present document reproduces¹ the following laws and regulations, as notified by Belgium under Article 63.2 of the Agreement (see document IP/N/1/BEL/1):

	<u>Page</u>
- Royal Decree of 2 December 1986 on Applications for Patents and the Granting and Maintenance of Patents	2
- Royal Decree of 25 May 1987 Amending the Royal Decree of 2 December 1986 on Applications for Patents and the Granting and Maintenance of Patents	11

¹French only.

BELGIQUE

**Arrêté royal relatif à la demande, à la délivrance
et au maintien en vigueur des brevets d'invention****(du 2 décembre 1986, modifié par l'arrêté royal du 25 mai 1987)***

TABLE DES MATIÈRES**

	<i>Articles</i>
Chapitre I ^{er} : Dispositions générales	
Section I: Définitions	1 ^{er}
Section II: Dépôt de la demande de brevet, attestation d'exposition et déclaration de priorité	2 à 4
Section III: De la représentation	5 à 7
Chapitre II: Dispositions régissant les demandes de brevet	
Section I: La requête en délivrance du brevet	8
Section II: La description	9 et 10
Section III: Les revendications	11 et 12
Section IV: L'abrégé	13
Section V: Dispositions relatives à la présentation des dessins	14 et 15
Section VI: Dispositions relatives à la présentation des pièces de la demande de brevet	16 et 17
Chapitre III: Division de la demande de brevet	18 et 19
Chapitre IV: Du rapport de recherche	
Section I: De l'établissement du rapport de recherche	20 à 24
Section II: Nouvelle rédaction des revendications, de l'abrégé et de la description	25
Chapitre V: Régularisation et rectification	26 et 27
Chapitre VI: Délivrance du brevet	28 et 29
Chapitre VII: Renonciation	30
Chapitre VIII: Dispositions diverses	31 à 35
Chapitre IX: Dispositions finales	36 à 40

**Chapitre I^{er}
Dispositions générales****Section I
Définitions**

1. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par:

loi: la Loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention¹;

Office: l'Office de la propriété industrielle auprès du Ministère des affaires économiques;

Ministre: le Ministre ayant la propriété industrielle dans ses attributions.

* Titre français.

Entrée en vigueur (des modifications de 1987): 1^{er} janvier 1987.

Source: *Moniteur belge* du 6 décembre 1986, p. 16584 et suiv., et du 4 juin 1987, p. 8638.

** Ajoutée par l'OMPI.

¹ Voir les *Lois et traités de propriété industrielle*, BELGIQUE — Texte 2-004.

*Section II**Dépôt de la demande de brevet,
attestation d'exposition et
déclaration de priorité*

2. — 1^{er}. En cas de dépôt de la demande de brevet par envoi postal, le procès-verbal visé à l'article 14, deuxième alinéa, de la loi, mentionne le jour et l'heure de la réception de la demande à l'Office.

2. Le Ministre fixe les jours de fermeture et les heures d'ouverture de l'Office.

3. Le demandeur doit, dans un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande de brevet, produire l'attestation visée à l'article 5.5.b) de la loi délivrée au cours de l'exposition par l'autorité chargée d'assurer la protection de la propriété industrielle dans cette exposition et constatant que l'invention y a été réellement exposée.

Cette attestation doit, en outre, mentionner la date d'ouverture de l'exposition et, le cas échéant, celle de la première divulgation de l'invention si ces deux dates ne coïncident pas. L'attestation doit être accompagnée des pièces permettant d'identifier l'invention.

4. — 1^{er}. La déclaration de priorité visée à l'article 19.1^{er} de la loi indique la date du dépôt antérieur, l'Etat dans lequel ou par lequel celui-ci a été effectué et le numéro de ce dépôt.

2. La date du dépôt antérieur et l'Etat dans lequel celui-ci a été effectué sont indiqués lors du dépôt de la demande de brevet; le numéro du dépôt doit être indiqué avant l'expiration du treizième mois suivant la date de priorité.

3. Une copie de la demande antérieure, certifiée conforme par l'autorité qui l'a reçue, accompagnée d'une attestation de cette autorité indiquant la date de dépôt de la demande antérieure, doit être produite avant l'expiration du seizième mois suivant la date de priorité. Si la demande antérieure est une demande de brevet belge, une demande de brevet européen ou une demande internationale déposée auprès de l'Office, le demandeur, au lieu de produire une copie de la demande antérieure, peut demander à l'Office, avant l'expiration du délai visé à la première phrase du présent paragraphe, d'inclure une telle copie dans le dossier de la demande de brevet, moyennant le paiement d'une redevance dont le montant est celui fixé par le tarif applicable aux copies confectionnées par l'Office.

4. Le paiement de la ou des taxes de priorité doit être effectué au plus tard un mois après le dépôt de la demande de brevet.

*Section III**De la représentation*

5. — 1^{er}. Si un mandataire agréé est constitué, il doit justifier d'un pouvoir de représentation signé. Ce pouvoir de représentation doit être remis à l'Office dans un délai de deux mois.

Sur demande motivée, l'Office peut prolonger le délai de deux mois.

2. Toute personne peut donner un pouvoir général autorisant un mandataire agréé à la représenter pour toutes les affaires de brevet la concernant. Le pouvoir général est déposé à l'Office dans l'original. Le mandataire agréé constitué doit fournir une copie de ce pouvoir général pour chaque demande de brevet qu'il traite dans un délai de deux mois.

6. — 1^{er}. Si une demande de brevet est déposée par plusieurs personnes, un représentant commun peut être désigné dans la requête en délivrance du brevet dans la mesure où ce dernier n'est pas soumis à l'obligation de désigner un mandataire agréé. Une telle désignation dispense le(s) demandeur(s) soumis à l'obligation de désigner un mandataire agréé d'y procéder.

2. S'il n'y a pas de désignation d'un représentant commun conformément au paragraphe précédent, le premier demandeur cité dans la requête en délivrance du brevet non soumis à l'obligation de désigner un mandataire agréé est réputé être le représentant commun.

7. — 1^{er}. L'Office peut demander tout renseignement complémentaire afin de vérifier si une personne est habilitée à agir devant lui en conformité avec le chapitre III de la loi.

2. Le pouvoir doit être produit à l'Office à toute requête de celui-ci.

Chapitre II**Dispositions régissant les demandes de brevet***Section I**La requête en délivrance du brevet*

8. La requête en délivrance du brevet est introduite au moyen d'un formulaire mis à la disposition des inté-

ressés par l'Office et dont le modèle est fixé par le Ministre.

Le formulaire est dûment complété et signé par le demandeur de brevet.

Section II *La description*

9. — 1^{er}. La description doit:

1^o commencer en indiquant le titre tel qu'il figure dans la requête en délivrance du brevet; le titre fait apparaître de manière claire et concise la seule désignation technique de l'invention;

2^o préciser le domaine technique auquel se rapporte l'invention;

3^o indiquer l'état de la technique antérieure qui, dans la mesure où le demandeur le connaît, peut être considéré comme utile pour l'intelligence de l'invention et pour l'établissement du rapport de recherche; les documents servant à refléter l'état de la technique antérieure doivent être cités de préférence;

4^o exposer l'invention, telle qu'elle est caractérisée dans les revendications, en des termes permettant la compréhension du problème technique, même s'il n'est pas expressément désigné comme tel, et celle de la solution de ce problème; indiquer en outre, le cas échéant, les avantages apportés par l'invention par rapport à l'état de la technique antérieure;

5^o décrire brièvement les figures des dessins s'il en existe;

6^o indiquer en détail au moins un mode de réalisation de l'invention dont la protection est demandée, qui, en principe, doit comporter des exemples, s'il y a lieu, et des références aux dessins, s'il en existe;

7^o expliciter, dans le cas où elle ne résulte pas à l'évidence de la description ou de la nature de l'invention, la manière dont celle-ci est susceptible d'application industrielle.

2. La description doit être présentée de la manière et suivant l'ordre prescrit au paragraphe 1^{er}, à moins qu'en raison de la nature de l'invention une manière ou un ordre différent ne permette une meilleure intelligence et une présentation plus concise.

10. — 1^{er}. Dans le cas prévu à l'article 17.1^{er}, deuxième alinéa, de la loi, la description précise:

1^o les informations relatives aux caractéristiques du micro-organisme dont le demandeur dispose;

2^o l'organisme auprès duquel, au plus tard à la date de dépôt de la demande de brevet, une culture du micro-

organisme a été déposée, ainsi que le numéro dudit dépôt.

2. Les organismes habilités à recevoir les dépôts de micro-organismes sont ceux qui ont le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu de l'article 7 du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait le 28 avril 1977 et publié au *Moniteur belge* du 14 janvier 1984.

3. Les mentions prescrites au paragraphe 1^{er}.2^o sont communiquées:

a) dans un délai de 16 mois à compter de la date de dépôt ou, si une priorité est revendiquée, à compter de la date de priorité;

b) jusqu'à la date de présentation d'une requête tendant à avancer la délivrance du brevet en vertu de l'article 22.2, deuxième alinéa, de la loi.

4. Si la culture déposée cesse d'être accessible, soit parce qu'elle n'est plus viable, soit parce que l'organisme habilité n'est plus en mesure d'en délivrer des échantillons, il n'est plus tenu compte de l'interruption d'accessibilité à condition que:

a) un nouveau dépôt soit effectué dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'interruption a été notifiée au demandeur ou au titulaire du brevet, soit par l'organisme habilité, soit par l'Office;

b) copie du récépissé du dépôt délivré par l'organisme habilité, accompagnée de l'indication du numéro de la demande de brevet ou du brevet, soit communiquée à l'Office dans les quatre mois à compter de la date du nouveau dépôt.

Lorsque l'interruption résulte de la non-viabilité de la culture, le nouveau dépôt est effectué auprès de l'organisme habilité qui a reçu le dépôt initial; dans les autres cas, il peut être effectué auprès d'un autre organisme habilité.

Le nouveau dépôt est accompagné d'une déclaration écrite par laquelle le déposant certifie que le micro-organisme est le même que celui qui a fait l'objet du dépôt initial.

5. A partir du jour de la délivrance du brevet, la culture déposée est accessible à toute personne qui en fait la requête à l'Office. Cette accessibilité est réalisée par la remise au requérant d'un échantillon du micro-organisme déposé. Cette remise n'a lieu que si le requérant s'est engagé à l'égard du titulaire du brevet à ne pas communiquer à des tiers la culture déposée ou une culture qui en est dérivée aussi longtemps que le brevet reste en vigueur.

Section III Les revendications

11. — 1^{er}. Les revendications doivent définir, en indiquant les caractéristiques techniques de l'invention, l'objet de la demande pour lequel la protection est recherchée.

Si le cas d'espèce le justifie, les revendications doivent contenir:

1^o un préambule mentionnant la désignation de l'objet de l'invention et les caractéristiques techniques qui sont nécessaires à la définition des éléments revendiqués mais qui, combinées entre elles, font partie de l'état de la technique;

2^o une partie caractérisante précédée des expressions «caractérisé en» ou «caractérisé par» et exposant les caractéristiques techniques qui, en liaison avec les caractéristiques indiquées sous 1^o, sont celles pour lesquelles la protection est recherchée.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 18 de la loi, une demande de brevet peut contenir plusieurs revendications indépendantes de la même catégorie (produit, procédé, dispositif ou utilisation) si l'objet de la demande ne peut être couvert de façon appropriée par une seule revendication.

3. Toute revendication énonçant les caractéristiques essentielles de l'invention peut être suivie d'une ou plusieurs revendications concernant des modes particuliers de réalisation de cette invention.

4. Toute revendication qui contient toutes les caractéristiques d'une autre revendication (revendication dépendante) doit comporter, si possible dans le préambule, une référence à cette autre revendication et préciser les caractéristiques additionnelles pour lesquelles la protection est recherchée. Une revendication dépendante est également autorisée lorsque la revendication à laquelle elle se réfère directement est elle-même une revendication dépendante. Toutes les revendications dépendantes qui se réfèrent à une revendication antérieure unique ou à plusieurs revendications antérieures doivent, dans toute la mesure du possible, être groupées de façon la plus appropriée.

5. Le nombre des revendications doit être raisonnable, compte tenu de la nature de l'invention dont la protection est recherchée. S'il existe plusieurs revendications, elles doivent être numérotées de façon continue en chiffres arabes.

6. Les revendications ne doivent pas, sauf en cas d'absolue nécessité, se fonder, pour ce qui concerne les caractéristiques techniques de l'invention, sur des réfé-

rences à la description ou aux dessins; en particulier, elle ne doivent pas se fonder sur des références telles que: «...comme décrit dans la partie ... de la description» ou «...comme illustré dans la figure ... des dessins».

7. Si la demande de brevet contient des dessins, les caractéristiques techniques mentionnées dans les revendications doivent, en principe, si la compréhension de la revendication s'en trouve facilitée, être suivies de signes de références à ces caractéristiques, mis entre parenthèses. Les signes de référence ne sauraient être interprétés comme une limitation de la revendication.

12. Une même demande de brevet peut inclure notamment:

1^o outre une revendication indépendante pour un produit, une revendication indépendante pour un procédé conçu spécialement pour la fabrication de ce produit, et une revendication indépendante pour une utilisation de ce produit, ou

2^o outre une revendication indépendante pour un procédé, une revendication indépendante pour un dispositif ou moyen spécialement conçu pour la mise en oeuvre de ce procédé, ou

3^o outre une revendication indépendante pour un produit, une revendication indépendante pour un procédé conçu spécialement pour la fabrication de ce produit et une revendication indépendante pour un dispositif ou moyen spécialement conçu pour la mise en oeuvre de ce procédé.

Section IV L'abrégé

13. — 1^{er}. L'abrégé doit mentionner le titre de l'invention.

2. L'abrégé doit comprendre un résumé concis de ce qui est exposé dans la description, les revendications et les dessins; le résumé doit indiquer le domaine technique auquel appartient l'invention et doit être rédigé de manière à permettre une claire compréhension du problème technique, de l'essence de la solution de ce problème par le moyen de l'invention et de l'usage principal ou des usages principaux de l'invention.

L'abrégé comporte, le cas échéant, la formule chimique qui, parmi celles qui figurent dans la demande de brevet, caractérise le mieux l'invention. Il ne doit pas contenir de déclarations relatives aux mérites ou à la valeur allégués de l'invention ou à ses applications supputées.

3. L'abrégé ne peut, de préférence, comporter plus de 100 mots.

4. Si la demande de brevet comporte des dessins, l'Office peut décider de publier une autre figure ou plusieurs autres figures que celle(s) indiquée(s) dans la requête en délivrance s'il estime qu'elle(s) caractérise(nt) mieux l'invention. Chacune des caractéristiques principales mentionnées dans l'abrégé et illustrées par le(s) dessin(s) doit être suivie d'un signe de référence entre parenthèses.

5. L'abrégé doit être rédigé de façon à constituer un instrument efficace de sélection dans le domaine technique en cause, notamment en permettant d'apprécier s'il y a lieu de consulter le brevet lui-même.

6. L'Office vérifie l'abrégé et peut y apporter des rectifications de forme.

Section V *Dispositions relatives à* *la présentation des dessins*

14. — 1^{er}. La surface utile des feuilles contenant les dessins ne doit pas excéder 26,2 x 17 cm. Il ne doit pas être laissé de cadre autour de la surface utile de ces feuilles ou autour de leur surface utilisée. Les marges minimales sont les suivantes:

marge du haut: 2,5 cm
marge de gauche: 2,5 cm
marge de droite: 1,5 cm
marge du bas: 1 cm.

2. Les dessins sont exécutés comme suit:

1^o Les dessins doivent être exécutés en lignes et traits durables, noirs, suffisamment denses et foncés, uniformément épais et bien délimités, sans couleurs ni lavis.

2^o Les coupes sont indiquées par des hachures qui ne doivent pas nuire à une lecture facile de signes de référence et des lignes directrices.

3^o L'échelle des dessins et la clarté de leur exécution graphique doivent être telles qu'une reproduction photographique effectuée avec réduction linéaire aux deux tiers permette d'en distinguer sans peine tous les détails. Si, par exception, l'échelle figure sur un dessin, elle doit être représentée graphiquement.

4^o Tous les chiffres, lettres et signes de référence figurant dans les dessins doivent être simples et clairs. L'utilisation de parenthèses, cercles ou guillemets, en combinaison avec des chiffres et des lettres, n'est pas autorisée.

5^o Toutes les lignes doivent en principe être tracées à l'aide d'instruments de dessin technique.

6^o Les éléments d'une même figure doivent être en proportion les uns des autres à moins qu'une différence de proportion ne soit indispensable pour la clarté de la figure.

7^o La hauteur des chiffres et des lettres ne doit pas être inférieure à 0,3 cm.

L'alphabet latin et, si telle est la pratique usuelle, l'alphabet grec, doivent être utilisés lorsque des lettres figurent sur les dessins.

8^o Une même feuille de dessin peut contenir plusieurs figures. Lorsque des figures dessinées sur plusieurs feuilles sont destinées à constituer une figure d'ensemble, elles doivent être présentées de sorte que la figure d'ensemble puisse être composée sans que soit cachée aucune partie des figures qui se trouvent sur les différentes feuilles. Les différentes figures doivent être disposées, de préférence verticalement, sur une ou plusieurs feuilles, chacune étant clairement séparée des autres mais sans place perdue; lorsque les figures ne sont pas disposées verticalement, elles doivent être présentées horizontalement, la partie supérieure des figures étant orientée du côté gauche de la feuille; elles doivent être numérotées consécutivement en chiffres arabes, indépendamment de la numérotation des feuilles.

9^o Des signes de référence ne peuvent être utilisés pour les dessins que s'ils figurent dans la description et dans les revendications et vice-versa. Les signes de référence des mêmes éléments doivent être identiques dans toute la demande.

10^o Les dessins ne devront pas contenir de texte, à l'exception de courtes indications indispensables telles que «eau», «vapeur», «ouvert», «fermé», «coupe suivant AB», et, dans le cas de circuits électriques, de diagrammes d'installations schématiques et de diagrammes schématisant les étapes d'un processus, à l'exception des mots clés indispensables à leur intelligence.

3. Les schémas d'étapes de processus et les diagrammes sont considérés comme des dessins.

15. — 1^{er}. Des dessins sont joints à la demande de brevet s'ils sont nécessaires à l'intelligence de l'invention.

2. Si les dessins ont été déposés postérieurement à la date de dépôt de la demande de brevet, le demandeur est informé que les dessins et les références aux dessins figurant dans la demande de brevet sont réputés supprimés, à moins que le demandeur ne présente, dans

un délai d'un mois, une requête aux fins d'obtenir une demande dont la date sera la date à laquelle les dessins ont été déposés.

3. Si les dessins n'ont pas été déposés, le demandeur est invité à les déposer dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification et informé que la date de la demande sera celle à laquelle les dessins auront été déposés ou que, si les dessins ne sont pas déposés dans le délai, les références aux dessins figurant dans la demande seront réputées supprimées.

4. Toute nouvelle date de dépôt de la demande est notifiée au demandeur.

Section VI

Dispositions relatives à la présentation des pièces de la demande de brevet

16. Les pièces de la demande de brevet prévues à l'article 15.1^{er} de la loi sont établies en triple exemplaire.

17. — 1^{er}. Les pièces de la demande de brevet doivent être présentées de manière à permettre leur reproduction directe par le moyen de la photographie, de procédés électriques, de l'offset et du microfilm en un nombre illimité d'exemplaires. Les feuilles ne doivent pas être déchirées, froissées ou pliées. Seul le recto est utilisé.

2. Les pièces de la demande de brevet doivent être remises sur papier souple, fort, blanc, lisse, mat et durable, de format A4 (29,7 x 21 cm).

Chaque feuille doit être utilisée de façon à ce que les petits côtés se trouvent en haut et en bas (sens vertical).

3. Le début de chaque pièce de la demande de brevet (requête, description, revendications, dessins, abrégé) doit figurer sur une nouvelle feuille. Toutes les feuilles doivent être réunies de façon à pouvoir être facilement feuilletées et aisément séparées et réunies à nouveau.

4. Sous réserve de l'article 14.1^{er} du présent arrêté, les marges minimales doivent être les suivantes:

marge du haut: 2 cm
marge de gauche: 2,5 cm
marge de droite: 2 cm
marge du bas: 2 cm.

Le maximum recommandé des marges citées ci-dessus est le suivant:

marge du haut: 4 cm
marge de gauche: 4 cm
marge de droite: 3 cm
marge du bas: 3 cm.

5. Toutes les feuilles de la demande de brevet doivent être numérotées consécutivement en chiffres arabes. Les numéros des feuilles doivent être inscrits en haut des feuilles au milieu, mais non dans la marge du haut.

6. Les marges des feuilles doivent être totalement vierges lors du dépôt de la demande.

7. Les lignes de chaque feuille de la description et des revendications doivent en principe être numérotées de cinq en cinq, les numéros étant portés sur le côté gauche, à droite de la marge.

8. La requête en délivrance du brevet, la description, les revendications et l'abrégé doivent être dactylographiés ou imprimés.

Seuls les symboles et caractères graphiques, les formules chimiques ou mathématiques peuvent être manuscrits ou dessinés, en cas de nécessité. Pour les textes dactylographiés (description, revendications, abrégé), l'interligne doit être de 1 1/2. Tous les textes doivent être écrits en caractères dont les majuscules ont au moins 0,2 cm de haut, dans une couleur noire et indélébile.

9. La requête en délivrance du brevet, la description, les revendications et l'abrégé ne doivent pas comporter de dessins. La description, les revendications et l'abrégé peuvent comporter des formules chimiques ou mathématiques. La description et l'abrégé peuvent comporter des tableaux. Les revendications ne peuvent comporter des tableaux que si l'objet desdites revendications en fait apparaître l'intérêt. Les tableaux et les formules mathématiques ou chimiques peuvent être disposés horizontalement sur la feuille s'ils ne peuvent être présentés convenablement verticalement; les feuilles sur lesquelles les tableaux ou les formules mathématiques ou chimiques sont présentés horizontalement, le sont de telle sorte que les parties supérieures des tableaux ou des formules soient orientées du côté gauche de la feuille.

10. Les unités de poids et de mesures doivent être exprimées selon le système métrique; si un autre système est utilisé, elles doivent être exprimées également selon le système métrique. Les températures doivent être exprimées en degrés Celsius; si un autre système est utilisé, elles doivent être exprimées également en degrés Celsius. Les densités sont exprimées en unités métriques.

(Feuille de remplacement – publication précédente OCTOBRE 1987)

Doivent être utilisées, pour les autres indications physiques, les unités de la pratique internationale, pour les formules mathématiques, les symboles généralement en usage et pour les formules chimiques, les symboles, masses atomiques et formules moléculaires généralement en usage. En règle générale, seuls les termes, signes et symboles techniques généralement acceptés dans le domaine considéré doivent être utilisés.

11. La terminologie et les signes de la demande de brevet doivent être uniformes.

12. Aucune feuille ne doit être gommée plus qu'il n'est raisonnable ni comporter de corrections, de surcharges ni d'interlinéations. Des dérogations à cette règle peuvent être autorisées si l'authenticité du contenu n'est pas en cause et si elles ne nuisent pas aux conditions nécessaires à une bonne reproduction.

Chapitre III Division de la demande de brevet

18. — 1^{er}. Jusqu'à la date de délivrance du brevet ou jusqu'à la date de la notification prévue à l'article 25 du présent arrêté si un rapport de recherche est demandé, le demandeur peut, de sa propre initiative, procéder au dépôt de demandes divisionnaires de sa demande de brevet initiale.

2. Si la demande de brevet ne satisfait pas aux dispositions de l'article 18.1^{er} de la loi, le demandeur est invité à diviser sa demande dans un délai de quatre mois à compter de la date de la notification prévue à l'article 22.2 du présent arrêté ou à la modifier pour la rendre compatible avec l'article précité de la loi.

19. — 1^{er}. La description et les dessins, soit de la demande initiale, soit de la demande divisionnaire, ne doivent, en principe, se référer qu'aux éléments pour lesquels une protection est recherchée dans cette demande, compte tenu de l'article 18, troisième alinéa, de la loi.

Toutefois, s'il est nécessaire de décrire dans une demande des éléments pour lesquels une protection est recherchée dans une autre demande, ces éléments doivent être mentionnés dans cette demande.

2. Toutes les dispositions applicables à la demande initiale le sont à la demande divisionnaire.

Chapitre IV Du rapport de recherche

Section I De l'établissement du rapport de recherche

20. L'organisme intergouvernemental chargé d'établir le rapport de recherche demandé visé à l'article 21.1^{er} de la loi est l'Office européen des brevets. A cet effet, un Accord est conclu entre le Ministre et l'Organisation européenne des brevets. Cet Accord fixe les conditions et délais pour l'établissement des rapports de recherche.

21. Le paiement de la taxe de recherche doit être effectué au plus tard 18 mois à compter de la date de dépôt de la demande de brevet ou, si une priorité est revendiquée, à compter de la date de priorité.

22. — 1^{er}. Si la demande de brevet ne satisfait pas à l'exigence concernant l'unité d'invention, l'Office européen des brevets établit un rapport de recherche pour les parties de la demande de brevet qui se rapportent à l'invention, ou à la pluralité d'inventions au sens de l'article 18, premier paragraphe, de la loi, mentionnée en premier lieu dans les revendications.

2. L'Office notifie au demandeur que des rapports de recherche ne peuvent être établis pour les autres inventions que si les taxes correspondantes sont acquittées dans un délai de quatre mois à partir de la date de la notification. L'Office européen des brevets établit des rapports de recherche pour les parties de la demande de brevet qui se rapportent aux inventions pour lesquelles les taxes de recherche ont été acquittées et qui ont fait l'objet d'un dépôt de demandes divisionnaires conformément à l'article 18.2 du présent arrêté.

23. Si l'Office européen des brevets estime, conformément à l'Accord de travail visé à l'article 20 du présent arrêté, qu'une recherche significative sur l'état de la technique ne peut être effectuée au regard de tout ou partie des revendications, il déclare qu'une telle recherche est impossible ou il établit, dans la mesure du possible, un rapport partiel de recherche. La déclaration ou le rapport partiel sont considérés, aux fins de la procédure ultérieure, comme le rapport de recherche.

24. — 1^{er}. Si l'Office européen des brevets a déjà établi un rapport de recherche dans la procédure de délivrance d'un brevet étranger ou d'un brevet européen portant sur une invention identique à celle pour laquelle

(Feuille de remplacement — publication précédente OCTOBRE 1987)

une demande de brevet est déposée en Belgique, ce rapport de recherche peut être utilisé dans la procédure de délivrance du brevet belge si un rapport de recherche obtenu dans la procédure de délivrance d'un brevet belge peut être utilisé dans la procédure de délivrance du brevet étranger ou du brevet européen.

2. Une copie du rapport de recherche est jointe à la demande de brevet.

Section II

Nouvelle rédaction des revendications, de l'abrégé et de la description

25. — 1^{er}. Le demandeur dispose d'un délai de quatre mois à compter de la date de la notification par l'Office du rapport de recherche pour déposer par écrit une nouvelle rédaction des revendications et de l'abrégé. La requête demandant l'autorisation de modifier la description doit être introduite dans le même délai.

2. La nouvelle rédaction de la description doit être introduite dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification autorisant la modification.

Chapitre V

Régularisation et rectification

26. Le délai de régularisation prévu à l'article 20.1^{er} de la loi est de deux mois à partir de la date de la notification par l'Office de l'irrégularité de la demande. Le paiement de la taxe de régularisation doit être effectué dans le même délai.

Sur demande motivée, l'Office peut prolonger le délai de deux mois.

27. Jusqu'à la délivrance du brevet, le demandeur de brevet peut rectifier les fautes d'expression ou de transcription. La rectification ne peut être admise que pour autant qu'il soit établi que le demandeur de brevet n'a manifestement pu envisager un autre texte que celui résultant de la rectification.

La requête est présentée par écrit et comporte le texte des modifications proposées; elle n'est recevable que si elle est accompagnée du paiement de la taxe exigible.

Chapitre VI

Délivrance du brevet

28. — 1^{er}. L'arrêté ministériel constituant le brevet mentionne expressément l'application de l'article 39.1^{er} ou de l'article 39.2 de la loi, l'application de la Convention de Paris si un droit de priorité a été revendiqué et accordé, la date de dépôt de la demande de brevet et la date de délivrance de celui-ci.

2. L'arrêté ministériel indique notamment le nom du ou des demandeur(s), le titre de l'invention mentionné dans la requête en délivrance, le fait que le brevet résulte d'une demande divisionnaire et qu'il est délivré sans examen préalable de la brevetabilité de l'invention, sans garantie du mérite de l'invention ou de l'exactitude de la description de celle-ci et aux risques et périls du ou des demandeur(s).

3. Si le demandeur n'est ni l'inventeur, ni l'unique inventeur, le nom de ce dernier est également mentionné dans le brevet, pour autant qu'il soit connu de l'Office, à moins que l'inventeur ne se soit opposé à cette mention par une requête adressée à l'Office avant la date de délivrance du brevet.

29. La première expédition du brevet est remise sans frais. Toute expédition ultérieure demandée par le breveté ou ses ayants cause donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé conformément au tarif applicable.

Chapitre VII

Renonciation

30. La déclaration de renonciation visée à l'article 42.1^{er} de la loi ne peut concerner qu'un seul brevet. En cas de pluralité de titulaires, la déclaration de renonciation doit être signée par l'ensemble de ceux-ci. Si la déclaration de renonciation est formulée par une personne visée au chapitre III de la loi agissant pour un ou plusieurs titulaires, un pouvoir en ce sens est joint à la déclaration.

Chapitre VIII

Dispositions diverses

31. Si le dernier jour d'un délai prévu par la loi ou en vertu de celle-ci est un samedi, un dimanche, un jour férié légal ou un autre jour où l'Office n'est pas ouvert, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

32. Le délai prévu par l'article 22.2, troisième alinéa, de la loi est fixé à trois mois.

33. Le délai prévu par l'article 10.2 de la loi est fixé à deux mois dans le cas visé sous *a)* et à quatre mois dans le cas visé sous *b)* à compter de la date de la notification par l'Office du changement de titulaire.

34. — 1^{er}. La déclaration visée à l'article 45.4, deuxième alinéa, de la loi doit contenir:

1^o les noms, prénoms et adresses complètes des parties;

2^o la date de dépôt de la demande de brevet, le titre de l'invention, le numéro et la date de délivrance du brevet ou des brevets, ou de la ou des demande(s) de brevet(s).

2. La déclaration se fait au moyen d'un formulaire délivré par l'Office accompagné d'une copie certifiée conforme de l'acte de concession de la licence.

35. Toute demande de modification à apporter à une mention du registre des brevets d'invention donne lieu au paiement d'une redevance. L'Office peut toujours exiger qu'une pièce justificative lui soit remise.

Chapitre IX Dispositions finales

36. ...²

37. ...³

² *Ibid.*, BELGIQUE — Texte 2-002.

³ *Ibid.*, BELGIQUE — Texte 2-003.

38. Sont abrogés:

1^o L'Arrêté royal du 24 mai 1854 qui règle l'exécution de la Loi sur les brevets, modifié par les arrêtés royaux du 15 décembre 1912, 10 septembre 1924, 29 août 1926, 29 septembre 1958, 1^{er} septembre 1959, 22 janvier 1960, 9 octobre 1962, 8 août 1964, 20 décembre 1965 et 10 mai 1982;

2^o l'Arrêté royal du 12 septembre 1861 relatif au récépissé des demandes de brevets, modifié par l'arrêté royal du 8 août 1964;

3^o l'Arrêté royal du 7 mai 1900 qui règle l'exécution des articles 3 et 22 de la loi du 24 mai 1854 et qui complète l'article 3 de l'arrêté royal du 28 mai 1854, modifié par l'arrêté royal du 29 septembre 1958;

4^o l'Arrêté royal du 6 août 1914 déterminant les formalités à remplir pour la déclaration de priorité en ce qui concerne les brevets;

5^o l'Arrêté royal du 11 août 1939 concernant les demandes de brevets irrégulières, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1961;

6^o l'Arrêté royal du 12 septembre 1957 relatif à l'exécution de la loi du 15 juillet 1957 et tendant à faciliter le dépôt des demandes de brevets, des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins et modèles industriels à l'occasion des expositions internationales officielles ou officiellement reconnues organisées en Belgique;

7^o ...²

8^o ...³

39. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987.

40. Notre Ministre des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 87 — 992

25 MAI 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention, notamment l'article 21, § 3;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention, notamment l'article 21;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le délai prévu à l'article 21 de l'arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention ne permet pas aux demandeurs de brevet d'apprécier correctement la nécessité d'obtenir un brevet d'une durée de vingt ans ou de six ans;

Considérant que ce même délai ne permet pas aux demandeurs de brevet d'utiliser normalement la possibilité ouverte par l'article 21, § 8, de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention;

Considérant que la modification de l'article 21 de l'arrêté royal susmentionné doit produire ses effets le 1er janvier 1987 afin de permettre aux personnes n'ayant pas eu la possibilité de payer à temps la taxe de recherche et à celles n'ayant pas pu respecter les conditions de l'article 21, § 8, de la loi précitée de procéder encore à ce paiement ou au respect des formalités prescrites dans le nouveau délai;

Considérant, en conséquence, que la modification de l'article 21 de l'arrêté susmentionné doit s'opérer le plus rapidement possible;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 21 de l'arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. Le paiement de la taxe de recherche doit être effectué au plus tard dix-huit mois à compter de la date de dépôt de la demande de brevet ou, si une priorité est revendiquée, à compter de la date de priorité. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

Ph. MAYS JT

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 87 — 992

25 MEI 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 december 1986 betreffende het aanvragen, verlenen en in stand houden van uitvindingsoctrooien

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien, inzonderheid op artikel 21, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1986 betreffende het aanvragen, verlenen en in stand houden van uitvindingsoctrooien, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de termijn bepaald in artikel 21 van het koninklijk besluit van 2 december 1986 betreffende het aanvragen, verlenen en in stand houden van uitvindingsoctrooien het de octrooiaanvragers niet mogelijk maakt correct de noodzaak te beoordelen een octrooi van een duur van twintig jaar dan wel van een duur van zes jaar te bekomen;

Overwegende dat deze zelfde termijn het de octrooiaanvragers niet mogelijk maakt normaal de mogelijkheid te benutten geboden door artikel 21, § 8, van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien;

Overwegende dat de wijziging van artikel 21 van het hoger vermeld koninklijk besluit met ingang van 1 januari 1987 uitwerking moet hebben ten einde het de personen die niet de mogelijkheid gehad hebben de taks voor onderzoek tijdig te betalen en de personen die de voorwaarden van artikel 21, § 8, van voornoemde wet niet hebben kunnen naleven, de mogelijkheid te bieden deze betaling nog te verrichten of de voorgeschreven formaliteiten binnen de nieuwe termijn nog na te leven;

Overwegende, bijgevolg, dat de wijziging van artikel 21 van het hoger vermeld besluit zo snel mogelijk moet van kracht worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 21 van het koninklijk besluit van 2 december 1986 betreffende het aanvragen, verlenen en in stand houden van uitvindingsoctrooien wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 21. De taks voor onderzoek moet aan de Dienst betaald worden ten laatste achttien maanden te rekenen vanaf de datum van indiening van de octrooiaanvraag of, indien een beroep wordt gedaan op een recht van voorrang, te rekenen vanaf de datum van voorrang. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

Art. 3. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

Ph. MAYSTADT